

*L'Adresse—M. Axworthy*

Les conservateurs prétendent former un gouvernement national, puisqu'ils ont fait élire des députés dans toutes les régions du pays. Cependant, quand on regarde les répercussions des initiatives gouvernementales, on s'aperçoit qu'il a procédé à des coupes sombres dans les régions où le secteur privé manque de vigueur. Le gouvernement prétend qu'il compte sur le secteur privé pour assurer la relance économique. Nous n'y voyons aucun inconvénient, car le secteur privé a constitué le moteur de la croissance de notre pays durant la majeure partie de notre histoire. Cependant, il faut aussi tenir compte du fait que nous avons ici une économie mixte, car notre pays diffère d'une région à une autre. On ne peut avoir une vue d'ensemble de tout le Canada à partir du dernier étage d'un immeuble abritant une compagnie d'assurances ou une banque au centre-ville de Toronto. C'est un fait que dans bien des régions du pays, le secteur privé est pratiquement incapable de fournir des emplois. Dans certains endroits, il est presque inexistant ou il n'est pas assez dynamique pour créer des emplois.

La position fondamentale que notre parti continuera de défendre, c'est qu'il incombe au gouvernement fédéral d'établir un certain équilibre au sein de la Confédération et de s'assurer que la croissance économique profite à tous les Canadiens et non pas à une ou deux régions en particulier. C'est pourquoi nous réagissons si violemment contre les réductions imposées par le ministre des Finances.

● (1200)

Je voudrais parler un instant de ma propre ville. D'une certaine façon, elle incarne bien la stupidité du gouvernement et son manque de sensibilité au développement économique régional. On parle de la nécessité pour toutes les régions du pays de partager la nouvelle technologie informatique et de savoir comment les secteurs de base, qu'il s'agisse de l'exploitation forestière, du conditionnement des denrées alimentaires ou du vêtement, peuvent devenir concurrentiels. Il leur faut appliquer la nouvelle technologie à leurs produits pour faire diminuer les frais et pour leur permettre de faire concurrence aux autres sur les marchés étrangers. Nous savons par ailleurs que cette nouvelle technologie va constituer la percée, qu'elle va être le nerf d'une relance de la croissance économique dans toutes les régions du Canada. Il faut une grande charte pour l'application et la répartition de la technologie de pointe.

Que font les conservateurs, monsieur le Président? Dans la ville de Winnipeg, ils ont supprimé le laboratoire du Conseil national de recherches sur la robotique appliquée. Qu'aurait fait ce laboratoire? Il aurait en tout premier lieu permis à une autre région du pays de devenir un centre de la recherche de pointe dans le domaine très important de l'intelligence artificielle et de la robotique, qui s'applique avant tout à la petite entreprise. Il ne s'agissait pas d'un groupe ésotérique d'intellectuels, car ce laboratoire devait servir de lieu de réunion aux entreprises, aux scientifiques, aux chercheurs et aux ingénieurs pour élaborer de nouvelles techniques pouvant être appliquées au secteur du vêtement, à l'exploitation minière et au conditionnement des denrées alimentaires. Par conséquent, il pourrait permettre aux entreprises de l'ouest du Canada et de toutes les autres régions du pays d'acquérir une nouvelle technologie et de l'appliquer à la fabrication et à la transformation.

Un édifice était déjà en voie de construction. Le matériel avait été commandé. On avait engagé certaines personnes qui étaient déjà à Winnipeg. Que fait le gouvernement? Il sabre dans ce secteur, il fait des coupes et il supprime. Quelles ont été les répercussions de cette initiative, monsieur le Président? Quatre fabricants importants, dont deux fabricants Américains, qui projetaient déjà de venir installer de nouvelles entreprises au Canada, dans la ville de Winnipeg, à cause de ce centre de recherche, changent maintenant d'avis. Le gouvernement actuel prétend qu'il croit dans la croissance économique, et il dit qu'il veut attirer des entreprises étrangères. Il dit qu'il est partisan d'une répartition juste et efficace alors que d'un seul trait de plume, il a anéanti l'avenir économique de Winnipeg. Voilà le genre de gouvernement que nous avons. C'est la réalité; c'est autre chose que les beaux discours.

Nous avons un gouvernement qui se fiche pas mal des régions. Il ne se préoccupe pas du tout de la croissance économique ni de la répartition entre les différentes régions parce qu'il est obsédé par sa propre doctrine et par son catéchisme qu'il doit réciter tous les jours avant de se présenter devant le Raspoutine du Nord, le vice-premier ministre (M. Nielsen). Les ministériels doivent répéter leur serment de loyauté et réitérer leur promesse d'observer la loi du silence, et ils doivent dire «Dieu bénisse le nouveau catéchisme. Tu ne toucheras pas au secteur privé.» En attendant, le gouvernement a supprimé un investissement très important qui devait servir avant tout à élaborer une nouvelle technologie et une nouvelle robotique, avec la collaboration du secteur privé, pour favoriser la croissance industrielle d'une région importante du Canada.

Comment expliquez-vous cela, monsieur le Président? Comment expliquez-vous une telle stupidité et une telle insensibilité? Et dire que le gouvernement parlait de consulter tous les Canadiens et de se confier à eux! Je n'ai trouvé personne dans la ville de Winnipeg, y compris probablement les députés conservateurs, qui ait été consulté à propos de ces réductions. S'ils ont été consultés, ils devraient se pendre, rongés par la honte d'avoir fait aussi peu de cas des perspectives économiques. Le gouvernement n'a parlé à personne. Il n'a pas communiqué avec les milieux d'affaires, les universités ni les gouvernements provinciaux. En fait, il a renié absolument tous ses préceptes, toutes ses conditions et toutes ses promesses.

Je voudrais parler de la question de la confiance et de la consultation. Je tiens à adresser mes observations aux députés conservateurs qui ont prêché cette nouvelle doctrine dans leur circonscription. Je leur demande pourquoi le président de la Food Products and Manufacturing Association, groupement industriel très vaste, a reproché au gouvernement ce matin de ne pas l'avoir consulté avant de prendre les décisions qu'il a prises sur le système métrique et sur l'établissement du prix du blé. Ces gens-là n'ont pas été consultés. Le gouvernement ne leur a pas demandé leur avis et ils n'ont pas participé à la prise de décision. Or, cette décision va entraîner des changements importants et une augmentation des coûts. Leur a-t-on demandé leur opinion? Est-ce le genre de consultations auquel nous devons nous attendre désormais? Les ministres de la Couronne vont-ils prêcher la consultation et s'empresse aussitôt de prendre des décisions sans tenir aucun compte des personnes les plus touchées par ces décisions?